



Face au marasme économique, les forces syndicales en Europe s'organisent pour défendre les salaires

L'invasion de l'Ukraine et ses conséquences sur les chaînes d'approvisionnement mondiales, l'explosion des prix de l'énergie et des prix des denrées alimentaires ont brisé net les espoirs de reprise post-pandémie de Covid-19. La situation sociale en France, en Europe, et dans le monde se nourrit de graves pressions inflationnistes, appelées à durer, et de la crise énergétique qui s'annonce sévère.

A ce jour les réponses aux défis colossaux auxquels l'Europe doit faire face oscillent entre attermoissements et préservation de l'ordre libéral. Nous savons que le système tel qu'il est configuré n'est pas viable et encore moins souhaitable. L'Europe ne peut plus se résumer à encore et toujours plus de marché, plus de concurrence, plus de libre-échange, à la rigueur budgétaire mâtinée de capitalisme vert. On a vu le résultat de ces politiques.

Tous ces dogmes d'une certaine Europe libérale ont été mis en échec et même la Commission a dû le reconnaître en suspendant les règles sur les aides d'État, sur la politique austéritaire et sur le marché de l'énergie. Après la suspension du pacte de stabilité, d'aucuns envisagent même aujourd'hui de l'abandonner purement et simplement, en s'émancipant des critères contraignants sur les déficits.

La débâcle du marché européen de l'énergie symbolise à lui seul les affres d'un modèle dérégulé, à bout de souffle et responsable d'une situation catastrophique.

Les États ont dépensé 244 milliards € pour limiter les effets de la hausse des prix de l'énergie quand dans le même temps les multinationales de l'énergie ont engrangé 200 milliards de profits.

Une rentrée sociale européenne sur fond de grèves et de luttes

Partout en Europe les luttes se multiplient, s'agrègent, se nourrissent, se font écho. Le mouvement syndical a commencé à capter le mécontentement et la colère des travailleurs qui voient leurs conditions de travail et de rémunération se détériorer à un rythme inédit.

De nombreuses organisations syndicales ont lancé, dès la rentrée (voir même avant), des mouvements de grève et des manifestations un peu partout en Europe. Allemagne, Belgique, Royaume-Uni, République Tchèque ont connu d'importants mouvements sociaux, qui vont se poursuivre cet automne.

Une extrême droite en embuscade

Dans le même temps l'extrême droite tente de s'attirer les voix des travailleurs, jouant comme toujours sur les peurs et sur le rejet de l'autre, elle déroule son discours nauséabond en Italie où elle est en passe de remporter le pouvoir le 25 octobre prochain, en Suède, en République Tchèque, en France, partout elle essaime et elle sait que la situation sociale dégradée peut lui permettre d'enregistrer des victoires.

La Suède, où l'extrême droite a fait un score fracassant aux élections législatives du 11 septembre préfigure ce qui se passe dans toute l'Europe. La social-démocratie se montre incapable de proposer de véritables solutions aux problèmes qu'elle a largement contribué à créer. Face à elle, un bloc d'extrême droite s'est formé et progresse de façon régulière. Il œuvre dès lors à s'attirer des appuis populaires en mobilisant les difficultés sociales auxquelles on le sait définitivement incapable d'apporter la moindre solution.

Ce point de contexte politique est essentiel. Le mouvement syndical a à combattre sur deux fronts : Tout d'abord contre les pouvoirs en place afin de les contraindre à prendre les mesures qui s'imposent et d'endiguer les conséquences d'une crise multiforme dont les travailleurs et les populations ne sont en rien responsables. Il doit dans le même temps lutter fermement contre une extrême droite qui s'arroge de façon totalement opportuniste un discours social teinté d'un nationalisme qui ne vise qu'à diviser le monde du travail alors qu'il a besoin d'être uni.

La CES, après avoir obtenu le 14 septembre l'adoption d'un salaire minimum européen, consciente du rôle que le syndicalisme doit jouer dans ce contexte économique et démocratique dégradé, a décidé d'une quinzaine de mobilisations, du 5 au 19 octobre prochain et parle désormais d'organiser une euromanifestation à l'échelle du continent pour l'augmentation des salaires et du pouvoir d'achat avant la mi décembre.

Nous ne relevons ci-dessous que quelques exemples des mouvements ou des actions qui partout en Europe donnent des raisons d'espérer.

Espagne

Des grèves de dizaines de milliers de travailleurs ont éclaté dans de nombreux secteurs d'activité depuis le mois de mai 2022 et se sont poursuivies. Tous réclament une augmentation des salaires dans un contexte d'inflation galopante, de meilleures conditions de travail et le remplacement du travail temporaire par des emplois à temps plein. Les deux principaux syndicats que sont les Commissions ouvrières (CCOO) et l'Union générale des

travailleurs (UGT) ont largement pris part à ces mouvements et en ont souvent été les organisateurs.

Allemagne

Le modèle allemand est confronté à sa pire crise depuis des décennies. Le pays affiche une croissance nulle en 2022 et se dirige tout droit vers la récession. Pourtant selon les syndicats les « carnets de commande » sont pleins, il ne s'agit pas d'une crise de production mais bien d'une spirale inflationniste tirée par les prix de l'énergie. Dans ce contexte les revendications des syndicats sont claires : des augmentations de salaire !

Un "automne chaud" est d'ailleurs le mot d'ordre repris par les syndicats. Notamment le puissant syndicat de l'industrie IG Metall, qui a manifesté le 10 septembre à Leipzig pour revendiquer une augmentation de salaires de 8 % dans le secteur. S'il n'obtient pas gain de cause, il menace de journées de grèves pour le mois d'octobre.

Royaume Uni

Au Royaume-Uni, les grèvesⁱ se sont enchaînées tout l'été dans de multiples secteurs (cheminots, postiers, dockers, etc.) pour demander des hausses de salaires et le mouvement "Don't Pay" pour ne pas payer la facture d'énergie a émergé. Suite au décès de la reine Elizabeth II, les organisations syndicales ont déclaré une trêve pour le mois de septembre, avant de repartir de plus belle.

Le TUC vient de lancer une campagne : We Demand Better - Autumn of Action (Nous exigeons mieux - un automne dans l'action). Leur principale revendication est d'établir un nouveau contrat pour les travailleurs. L'octroi d'une aide pour les factures d'énergie, d'un salaire minimum national de 15 £ et d'une véritable augmentation de salaire pour tous les travailleurs. Et ils demandent à ce que les droits des travailleurs soient renforcés, et non affaiblis.

Un appel à une journée nationale d'action le vendredi 14 octobre vient d'être lancé par le TUC.

Italie

Les élections politiques générales auront lieu le 25 septembre. Tous les sondages donnent la coalition des forces de droite et d'extrême droite largement gagnante. Ces organisations sont nettement patronales, réactionnaires, xénophobes et même fascistes. L'Italie traverse une grave crise politique mais aussi économique et sociale. Et l'automne promet ici aussi d'ouvrir à une forte période de mobilisation. La campagne électorale semble dessiner un pont vers les échéances sociales de l'automne. Le vendredi 23 septembre, à la veille du vote, aura lieu une « grève générale pour le climat », promue par Friday for Future (mouvement de jeunesse pour le climat) et soutenue par de nombreuses organisations syndicales. Il y a là

une journée d'action qui peut s'affirmer comme une alternative forte et qui peut amorcer les luttes à venir. Les 8 et 9 octobre, la CGIL appelle successivement à se mobiliser pour l'augmentation des salaires et contre le fascisme.

République Tchèque

La République tchèque, qui assure actuellement la présidence tournante de l'Union européenne, a vu se dérouler une manifestation qui a rassemblé 70000 personnes à Prague le 3 septembre dernier. Ce qui se joue dans ce pays est en tout point une illustration de la problématique que nous formulons au début de cette note. Les causes du mécontentement et des difficultés des travailleurs sont communes aux autres pays européens, mais ici c'est l'extrême droite qui est pour une bonne partie l'instigatrice de ce mouvement. Organisée sous le slogan " la République tchèque d'abord" en dehors, voire même contre nos camarades de CMKOS, la manifestation voulait protester contre l'inflation croissante tirée par une flambée des prix de l'énergie, tout en incriminant les immigrés et en apportant un soutien à peine voilé à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Les manifestants ont exigé la démission du gouvernement de centre droit de Petr Fiala, lui lançant un ultimatum qu'ils ont fixé au 25 septembre.

Belgique

Les organisations syndicales prévoient également de nouvelles mobilisations pour cet automne. En Belgique, où le taux d'inflation atteint 10,5 % en août, trois syndicats (FGTB, CSC, CGSLB) ont proposé le 9 septembre 17 mesures contre la crise énergétique, dont un tarif social. Ils prévoient une nouvelle journée de manifestation pour le pouvoir d'achat le 21 septembre à Bruxelles et envisagent un appel à la grève générale le 9 novembre.

ⁱ <https://www.cgt.fr/actualites/grande-bretagne/interprofessionnel/salaires/royaume-uni-de-plus-en-plus-de-greves-pour-les-salaires>